



Background

La guerre qui a fait rage en République Démocratique du Congo (RDC) pendant quatre décennies a causé la plus grande hémorragie en termes de vies humaines dans la génération actuelle¹. Avec environ 4 millions de décès et une crise humanitaire sans précédent avec 3,4 millions de personnes déplacées et 430.625 réfugiés rongés par la maladie et la malnutrition. La violence a été utilisée comme arme de guerre et les femmes et les filles ont été les plus affectées.

Le dialogue inter congolais de 2002 à Sun City et l'Accord global et pluraliste de 2003 qui ont permis de rassembler toutes les parties à la guerre congolaise autour d'un gouvernement de transition ont marqué le début de la phase de transition de la RDC en direction de la paix dont l'un des éléments majeurs est le processus démocratique qui doit être soutenu par la création de nouvelles institutions garantissant l'état de droit et la bonne gouvernance. A cet effet, une attention particulière doit être accordée à la mise en place d'institutions démocratiques au sein desquelles les femmes pourront équitablement contribuer à l'avènement de la paix, de la sécurité et d'un développement humains durables de ce Charmant pays.

Femmes Afrique Solidarité (FAS), en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres entités des Nations Unies, s'est engagé depuis Sun City 2002 à réunir les femmes congolaises de différentes sensibilités autour d'un agenda commun pour la paix et une transition démocratique, transparente et équitable.

Grâce à ce partenariat, les femmes de la RDC ont pu développer des plateformes à l'échelon national à l'instar du Caucus des Femmes Congolaise et plus tard le Cadre de Concertation des Femmes Congolaises pour appuyer leur participation aux négociations de paix et aux mécanismes transitoires de gouvernance.

Contexte

Femmes Afrique Solidarité (FAS), en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres entités des Nations Unies, s'est engagé à renforcer la participation des associations de femmes congolaises aux processus de paix dans le pays. Grâce à ce partenariat, les femmes de la RDC ont pu développer des plateformes à l'échelon national pour appuyer leur participation aux négociations de paix et aux mécanismes transitoires de gouvernance, et mettre en place le Cadre de Concertation des Femmes Congolaises, un groupement d'associations de femmes.

¹ Le Sous-secrétaire général des Nations Unies pour les affaires humanitaires, Jan Egeland, lors d'un exposé tenu devant le Conseil de sécurité sur les crises africaines le 15 septembre, 2006.

Ce présent projet qui est élaboré par FAS avec le soutien du PNUD et l'appui financier de l'UNDEF (Fonds des Nations Unies pour la démocratie) et du gouvernement de la Finlande vise à la sensibilisation pour la démocratisation en RDC, pour une participation pleine, entière et équitable des femmes à tous les processus de prise de décisions, de manière à bénéficier de toutes les opportunités, de la protection de leurs droits humains et d'un développement humain pacifique et durable. Les objectifs de ce projet sont, notamment:

- Le renforcement des capacités des décideurs de la RDC à tous les niveaux
- Permettre aux bénéficiaires du projet en partenariat avec le Cadre de Concertation des Femmes Congolaises et les autres parties prenantes au «Gender is my Agenda Campaign» à soutenir l'adoption de lois, de politiques et de programmes promouvant la justice, la réconciliation et la participation équitable

Objectif de l'atelier

Le renforcement des capacités des décideurs de la RDC à tous les niveaux en termes de

- Genre et gender budgeting
- droits humains et particulièrement droits humains des femmes
- gouvernance

Résultats attendus

- Renforcement des capacités pour la mise en application des lois qui protègent et promeuvent les droits humains et permettant de soutenir l'accès des femmes aux postes de prise de décision, aux processus de changement de la législation en faveur de l'équité et du respect des droits humains des femmes
- Renforcement le degré de sensibilisation au genre et à l'intégration du genre dans les politiques et les programmes des différentes parties prenantes
- participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre de politiques et de programmes permettant aux gouvernements de répondre et d'accorder la priorité aux besoins des femmes et des jeunes en matière de sécurité humaine des populations vulnérables;
- promotion d'un parlement doté de mécanismes de participation de la société civile dans le monitoring, la revue et le débat sur les activités majeures, notamment l'élaboration de nouvelles lois et leur cadre de mise en oeuvre
- renforcement du réseau des participants et des défenseurs de la parité et du respect des droits humains des femmes et qui s'investit dans des activités de sensibilisation, de plaidoyer, de lobbying sur la base de stratégies communes visant les changements des lois et autres questions jugées prioritaires
- favoriser l'échange d'expérience entre les parlementaires de la RDC et leurs homologues du Sénégal.

Espérant que cet atelier saura répondre aux attentes des participants, nous restons attentifs à toute suggestion et contribution.

<p>International Secretariat 8, Rue du Vieux-Billard P.O. Box 5037 CH-1211 Geneva 11, Switzerland Tel: +41 22 328 80 50 Fax: +41 22 328 80 52 Email: info@fasngo.org</p>	<p>Office in New York 777 United Nations Plaza 5th Floor New-York, New-York 10017 Tel: (001 212) 687 13 69 Fax: (001 212) 661 41 88 Email: infony@fasngo.org</p>	<p>Régional Office Résidence du phare, Mamelles appt. A, B BP 45077 Dakar Fann Tel : (221) 860 20 48 Fax : (221) 860 20 47 Email: infodk@fasngo.org</p>
--	---	---